

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
« le prolétaire »
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
« le prolétaire »
1 an : 15 F (150 FB)
6 mois : 8 F (80 FB)
pli fermé : 27 F et 14 F
par avion : 25 F et 13 F
« programme communiste »
1 an : 15 F (150 FB)

11^e ANNEE - N° 152
11 juin au 24 juin 1973

LE NUMERO :
0,80 F

TERREUR BLANCHE AU LIBAN :

LE MOYEN-ORIENT DANS LA PERSPECTIVE CLASSIQUE DU MARXISME RÉVOLUTIONNAIRE

Par-delà les hauts et les bas de la « haute politique » diplomatique, l'autre guerre du Moyen-Orient, non officielle celle-là, continue à opposer le front commun de l'impérialisme, d'Israël et des Etats arabes, aux ouvriers, aux fellahs et aux réfugiés palestiniens.

Cette guerre ne date pas de 1967, ni de 1956, ni même de 1948. Elle remonte à la pénétration du capitalisme dans cette aire de la planète, et a fait des victimes bien avant la deuxième guerre mondiale.

Toujours violente, l'expropriation de la paysannerie pauvre du Nil, de Palestine et de l'Euphrate fait revivre les douleurs de l'accumulation primitive du capital qui, voici quatre siècles, ravageait les masses paysannes de l'Angleterre. Rien ne manque à cette réédition « XX^e siècle », pas même l'hypocrisie : à Gaza et en Jordanie, la « bienfaisance » de la paroisse anglaise fut remplacée par celle de l'O.N.U., et en Egypte par celle de l'Amérique, qui lui envoya du blé à titre d'« aide », jusqu'en 1966.

Les révoltes de la paysannerie pauvre et des masses prolétariées jalonnent toute l'histoire du Moyen-Orient au XX^e siècle, reliant l'Egypte des premiers et second après-guerre à la Palestine de 1936-39 et à celle d'aujourd'hui. Hier, ces révoltes se heurtaient au bloc compact que formaient, avec la complicité de la bourgeoisie arabe, le colonialisme anglais et français, la bourgeoisie sioniste, et les classes féodales. Aujourd'hui, les vieux colonialismes ont été remplacés par ceux des U.S.A. et de Moscou, et la bourgeoisie ara-

be montante, devenue maîtresse de quelques Etats dits « progressistes », est leur alliée à part entière.

En 1936-39, les puissances coloniales se chargèrent d'écraser les révoltes des masses travailleuses de Palestine. Aujourd'hui, épaulés par l'impérialisme, la bourgeoisie israélienne, les agrariens et les bourgeois arabes la noient eux-mêmes dans le sang.

En 1970 en Jordanie comme en 1973 au Liban, les régimes arabes « réactionnaires » se chargèrent en effet de décimer les camps palestiniens, avec l'aide directe et indirecte d'Israël, et la bienveillance active des régimes arabes « progressistes » (Egypte et Syrie en premier lieu), lesquels empêchèrent les Palestiniens réfugiés chez eux d'apporter la moindre aide militaire à leurs frères. Ces actions répressives alternent avec celles de l'armée israélienne sont la n-ième représentation du sinistre spectacle que nous donnent depuis plus de quarante ans l'impérialisme et les classes exploiteuses du Moyen-Orient.

Israël, avant-poste de l'impérialisme

Ces classes exploiteuses s'érigent en Etats quand le colonialisme anglo-français abandonna le Moyen-Orient. Mais ce dernier, en cédant la place à l'impérialisme U.S. plus infâme encore, lui légua le greffon qu'il avait implanté dans cette aire géo-historique, la tête de pont de l'impérialisme dans ces contrées : l'Etat d'Israël.

Constituée en Etat, la bourgeoisie sioniste reste aujourd'hui comme hier à la solde du plus offrant. Le sionisme a d'abord été utilisé par le colonialisme anglais pour soumettre les travailleurs arabes à l'impérialisme (ce qui fut dénoncé par l'Internationale Communiste) ; il a ensuite été soutenu par les U.S.A. et l'U.R.S.S. qui, désireux de déloger l'ancien maître, ont favorisé le partage de la Palestine et la création de l'Etat d'Israël. Cet Etat a été financé jusqu'en

1964 par l'Allemagne (3,4 milliards de DM à titre de « réparations ») ; il fut le commis de l'Angleterre et de la France lors de la guerre de Suez ; il sert d'école d'entraînement pour les cadres coloniaux de l'Afrique Noire ; il ne vit que grâce au soutien militaire, politique, économique et financier des U.S.A. (qui lui fournirent 11 milliards de dollars par le biais gouvernemental, et 25 milliards par transferts privés entre 1949 et 1969, plus 1,5 milliard en 1971) ; véritable colonie blanche exerçant une oppression coloniale, sociale et politique sur les masses palestiniennes, il a été l'agent le plus efficace de cette accumulation primitive au Moyen-Orient, dont le résultat (et le moyen) est l'expropriation violente — dans la plus pure tradition anglaise, classique — des Palestiniens, par le rasage et le dynamitage de 385 villages sur 475.

Le panarabisme, entrave à la lutte des classes

Hier, les agrariens et bourgeois palestiniens réussirent à contrôler le potentiel révolutionnaire des masses travailleuses de Palestine, qui allèrent jusqu'à l'insurrection entre 1935 et 39, en les chapeautant par un Haut Comité Arabe avant de les livrer à la répression anglaise. Aujourd'hui, où la crise gagne tout le sous-continent, bourgeois

et agrariens arabes s'y prennent de la même façon pour venir à bout de ce potentiel accru « par le développement de la production capitaliste et aussi par le manque de ce développement ». A cette fin (avant de la massacrer eux-mêmes, cette fois), ils ont organisé la « résistance palestinienne », en adoptant comme principe suprême et intangible

la « non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats arabes », à l'instar du Haut Comité Arabe qui proclamait la non-ingérence de ses comités nationaux dans les affaires des classes dirigeantes.

Sous couvert de panislamisme hier, de panarabisme aujourd'hui, ce respect des Etats « frères », et cette volonté (affichée par toutes les organisations palestiniennes) (1), d'étouffer tous les « différends » entre arabes dans la lutte « unitaire » contre l'ennemi sioniste, ne sont que le moyen éprouvé de paralyser les forces révolutionnaires.

Que sont donc ces Etats arabes qui, à en croire ces organisations, ne constituent pas un obstacle sur le chemin des masses exploitées ?

L'Egypte ? Cet Etat « révolutionnaire » a célébré sa naissance en pendant haut et court les ouvriers et paysans pauvres qui avaient combattu la domination coloniale ; a grandi dans les « victoires » — offertes aux bourgeois « progressistes » et aux féodaux embourgeoisés — contre ses fellahs ; est replâtré et soutenu par l'impérialisme (les U.S.A. qui lui fournissaient le blé, et l'U.R.S.S. qui lui fournit les armes) comme bastion de la guerre contre les masses exploitées auxquelles on vola, ne disons pas leur émancipation de classe, mais leur libération d'un féodalisme aussi archaïque que pesant.

La Jordanie ? Etat tampon à la solde des Anglais et des U.S.A. qui, en achetant les mercenaires bédouins du désert, les ont mis au service de cette classe de « notables » palestiniens qui ont toujours fait suer le fellah en accord avec l'impérialisme et la bourgeoisie sioniste.

(1) L'O.L.P. : première organisation politique et militaire des réfugiés palestiniens, créée par un sommet d'Etats arabes à Alexandrie en 1964, et dont le premier dirigeant fut Ahmed Choukry, l'ancien délégué de l'Arabie Séoudite, le pantin des U.S.A., à l'O.N.U.,

El Fatah : l'organisation la plus importante des réfugiés, créée sous le contrôle de l'Egypte, gagna rapidement l'appui général des Etats arabes ; actuellement financée par la Syrie,

La Sahika : créée par l'armée syrienne et intégrée à elle,

Le F.P.L.P. : la « gauche » de la résistance financée par l'Irak,

Le F.D.P.L.P. : « l'extrême gauche » à la recherche de financement,

ont tous fait leur le principe de « non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats arabes ».

Ainsi, par exemple, le F.D.P.L.P., considéré partout comme « l'aide radicale », déclarait que « la question n'est pas d'entourer la Palestine d'Etats libérés du colonialisme et du néocolonialisme ou d'Etats représentant la véritable gauche (?) dans la région (...). Il n'est donc pas indispensable qu'il y ait d'abord la libération des masses arabes des régimes représentant la petite-bourgeoisie ou se rattachant directement au colonialisme ». (Lutte Palestinienne, n° 3, 1969). Il mérite ainsi de siéger dans « les structures unitaires de la résistance ».

La Syrie et l'Irak baasistes, émules de l'Egypte « révolutionnaire », et le Liban des usuriers et des boutiquiers, referment le cercle de feu autour des masses arabes prolétariées secouées par les spasmes de l'accouchement du capitalisme.

Ces Etats arabes nés de la décolonisation n'ont fait qu'ajouter de nouveaux titres au palmarès de leurs classes dominantes, déjà bien chargé d'ignominie, de lâcheté et de rapine.

* *

Pour les masses prolétariées, la « non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats arabes » n'est que le principe même de la conservation sociale, impérialiste, bourgeoise et féodale dans le Moyen-Orient ; et ce principe a pour corollaire la prétention de l'impérialisme et des classes dominantes de régler « en famille » — pacifiquement ou violemment — leurs propres affaires. Ici, toutes les classes dominantes et les Etats se tiennent et s'épaulent les uns les autres au moyen d'un enchevêtrement de rapports dont le principe intangible est la paix sociale interne.

(Suite page 4.)

LOI SUR LES LICENCIEMENTS : LA BOURGEOISIE ET SES LARBINS AU TRAVAIL

La bourgeoisie vient de faire voter par son Parlement — qui, à défaut de tout rôle de direction de ses affaires, peut toujours servir à endormir la classe ouvrière — une loi sur le licenciement ; comme d'habitude, cette loi n'a d'autre objet que de mystifier les salariés par toute une série de garanties-bidon et de procédures « démocratiques », pour éviter les réactions trop violentes lorsque le capital les jette à la rue. Lors du débat, les parlementaires nationaux-communistes se sont une fois de plus distingués par leur sens élevé des besoins du capital et de l'économie nationale ; selon ces gens qui se disent encore sans rire « marxistes », il y a des licenciements « justifiés » et donc « légitimes », et d'autres qui sont injustifiés et illégitimes ; il suffit donc, explique un de leurs guignols parlementaires, que la preuve du bien-fondé du licenciement « soit mise à la charge de l'employeur : c'est à lui de prouver le bien-fondé de sa décision. Ainsi nous mettrons fin au pouvoir féodal du patron » (compte rendu du « Monde », 31-5-73 - souligné par nous).

On voit que pour ces messieurs, le but final de la destruction du capitalisme a cédé la place à celui de la collaboration avec un patronat raisonnable, qui exploite démocratiquement et non « féodalement » (!) les salariés.

Mais cette ignoble déclaration nous fournit aussi un bel exemple

LISEZ

Il Programma Comunista

de la manière dont ceux qui prétendent défendre concrètement les intérêts des ouvriers les trahissent même au niveau le plus immédiat et le plus élémentaire. A quoi revient en effet concrètement leur proposition ? A suggérer aux patrons d'être plus astucieux, de respecter les formes et de trouver de bons prétextes lorsqu'ils licencient les ouvriers : ainsi pourra-t-on essayer d'éviter les explosions de colère si gênantes pour les larbins chargés de faire régner l'ordre dans la classe ouvrière. Mais quel est donc le salarié qui n'a jamais été licencié pour des motifs « justifiés », c'est-à-dire tenant à son adaptation au travail que le capital exige de lui, ou à la répercussion des lois générales de la production capitaliste et des fluctuations des marchés sur l'entreprise ? Et d'autre part, quel salarié ignore que lorsque le capital veut trouver un prétexte « justifié » (c'est-à-dire technique ou économique) pour le licencier, il peut toujours le trouver ou le créer ? Que les entreprises entretiennent des services juridiques (remplis de ces fameux « cadres et intellectuels » auxquels les ouvriers devraient faire la tâche selon le P.C.F.) spécialement pour rouler les salariés de manière « légitime » ? Que les tribunaux chargés de trancher les conflits sont des instruments de la bourgeoisie, au service de la bourgeoisie ?

Ce ne sont pas seulement les intérêts historiques du prolétariat que les nationaux-communistes ont depuis longtemps trahi, ce sont ses intérêts immédiats qu'ils sabotent tous les jours dans l'espoir d'obtenir quelques strapontins au sein de l'Etat bourgeois !

RÉUNION GÉNÉRALE DU PARTI (AVRIL 1973)

La première réunion générale de cette année, qui a connu une large participation des membres de l'organisation, s'est tenue les 22 et 23 avril en France. Elle a été précédée et suivie de réunions plus restreintes au cours desquelles ont été pris des accords définitifs, portant en particulier sur le développement et le renforcement de notre presse internationale.

Une rédaction complète des deux premiers rapports (« Cours de l'impérialisme mondial » et

« Genèse et développement de la Chine capitaliste d'aujourd'hui ») paraîtra dans notre revue théorique internationale *Programme communiste*. Le troisième rapport constitue l'ébauche d'un développement destiné à prendre place dans le futur volume III de la *Storia della Sinistra Comunista* (Histoire de la Gauche Communiste). Nous commençons à résumer ci-dessous (de manière forcément incomplète) les grandes lignes des exposés faits par les rapporteurs.

(l'Allemagne de l'Ouest surtout) n'a pas été — et ne semble pas devoir être — une soupape suffisante pour apporter un soulagement substantiel à toutes les économies capitalistes surdéveloppées d'Occident ; elle pourrait même être dans l'avenir la cause de futurs affrontements interimpérialistes.

La troisième partie du rap-

port, illustrée par des tableaux et des graphiques montrant les rythmes inégaux de développement des diverses économies et l'évolution de la production et des échanges, a fourni une ample documentation sur ces affrontements interimpérialistes et leur accentuation dans le cadre de la persistance de la suprématie américaine.

tâches d'une révolution bourgeoise conséquente. Le PCC renonça non seulement à son rôle de direction du mouvement national-révolutionnaire incarné dans les masses paysannes insurgées, mais même à toute autonomie de programme et d'organisation. En adoptant la théorie et la pratique menchéviques de la « révolution par étapes », il réduisait de façon suiviste le puissant mouvement des villes et des campagnes au seul objectif de la victoire militaire sur les « seigneurs de la guerre », et il renvoyait aux calendes la grandiose perspective de la soudure entre les insurrections des nations opprimées par l'impérialisme et celles du prolétariat des métropoles (il est significatif que ces mêmes années aient vu, surtout en Angleterre, une vigoureuse reprise des luttes de classe, culminant dans la gigantesque grève des mineurs de 1926). Ces différents reniements aboutirent à ce qu'on a pu appeler sans exagération rhétorique « la tragédie de la révolution chinoise », qui devrait bientôt déboucher sur une tragédie plus grave encore et tout aussi sanglante : celle de la stalinisation de l'Internationale Communiste.

Le parti de Mao Tse-tung naquit et se développa sur les ruines du mouvement paysan et prolétarien physiquement affaibli par une effroyable hémorragie, et de l'organisation nationaliste bourgeoise, c'est-à-dire du Kuomintang (même si celui-ci réussit à survivre longtemps grâce à l'appui des puissances impérialistes et même, dans certaines phases, de ce qui restait du PCC). Revendiquant à juste titre le nom et le rôle de « véritable Kuomintang », en s'appuyant ouvertement sur les campagnes non seulement en les coupant des villes mais en les opposant à ces dernières, le parti de Mao combinait dans son idéologie et dans son programme, baptisés « communistes », les traditions du populisme — dans son aspect de mouvement démocratique-révolutionnaire essentiellement paysan — et du menchévisme, dans la mesure où il s'adressait au prolétariat urbain réduit du rôle de moteur à celui du soutien et d'auxiliaire. Il est indiscutable que, contrairement à l'ancien Kuomintang, le « véritable Kuomintang » de Mao déplaça l'axe de son action de la grande et moyenne bourgeoisie lâche et conciliatrice vers les masses rurales : ce fut même la raison de son succès en tant que mouvement national-bourgeois. Mais sa trajectoire a une fois de plus confirmé de façon éclatante que, sans la direction du prolétariat et de son parti de classe, la paysannerie est incapable d'accomplir une révolution démocratique radicale et « conséquente », c'est-à-dire menée jusqu'au bout, jusqu'à ses dernières conséquences, dans le cadre même des intérêts des masses rurales pauvres. Le maïs peut à bon droit se glorifier

(suite page 4)

COURS DE L'IMPERIALISME MONDIAL

Le rapport était divisé en trois parties organiquement reliées. La première partie du rapport avait d'abord pour objet de compléter le rapport précédent (« Le Proletaire », n° 123 à 125) en montrant surtout comment les luttes concurrentielles qui ont surgi au sein du bloc dominé par les Etats-Unis n'ont cependant pas entamé l'écrasante prépondérance politique et militaire de ces derniers ; elle a d'autre part retracé les développements de ces luttes concurrentielles au cours des derniers mois, dans le but d'apporter un démenti au mythe bourgeois et opportuniste d'une solution pacifique des antagonismes interimpérialistes, et d'une stabilisation au moins tendancielle des rapports économiques capitalistes.

Le premier aspect a pour nous une importance polémique, dans la mesure où il met en évidence la vanité des prétentions (et surtout des prétentions « européennes »), d'affirmer une indépendance par rapport à la superpuissance mondiale américaine, ou même de s'opposer à cette dernière avec des forces au moins égales ; le rapporteur a rappelé et commenté les données portant sur les dépenses militaires, les dotations en armements conventionnels et atomiques, et les multiples traités et accords politiques et stratégiques liant les principales puissances européennes aux USA.

Le rapporteur a ensuite mis en évidence l'inégalité des taux de croissance de la productivité dans les divers pays sortis vainqueurs ou vaincus de la seconde guerre mondiale ; cette inégalité, qui est en rapport direct avec la loi du développement inégal du capitalisme, interdit toute possibilité d'harmonisation de l'économie mondiale sous le signe du capitalisme, et en particulier toute répartition durable (nous ne disons évidemment pas « égale ») des marchés et toute instauration d'un système monétaire international stable. C'est un point central de la théorie marxiste que le capital ne peut s'élargir sans créer continuellement une multiplicité de capitaux et donc de concurrents, qui à leur tour obéissent chacun à une dynamique différente déterminée par des facteurs complexes, parmi lesquels leur plus ou moins grande vieillesse. C'est dans ce cadre que s'insèrent les récentes tentatives des Etats-Unis pour réagir contre l'irruption croissante sur le marché mondial de capitalismes qui sont encore militairement leurs vassaux, essentiellement le Japon et dans une moindre mesure l'Allemagne. Cette réaction, dont la « guerre monétaire » est la manifestation la plus spectaculaire, s'est développée et se développe sur les deux plans commercial et financier. Elle se traduit dans le premier cas par des mesures directement ou indirectement

protectionnistes, surtout de la part des USA, et dans le second par les réactions — verbales, tout au moins — des vieilles bourgeoisies européennes contre les investissements directs illimités qui permettent à l'Amérique, grâce au pouvoir du dollar comme monnaie mondiale, de racheter sur une échelle croissante leurs industries. Même sur ce plan, l'avantage dans la guerre économique a été jusqu'ici entièrement en faveur de l'Amérique, et il est peu probable qu'il puisse en être autrement dans un avenir proche. Il n'en demeure pas moins que l'utopie d'une espèce de super-impérialisme réussissant à harmoniser à l'échelle de la planète les contradictions de l'économie capitaliste et les affrontements entre Etats bourgeois est une fois de plus démentie par l'aggravation continue et irrémédiable des antagonismes.

Plus que l'Europe, c'est aujourd'hui le Japon qui apparaît comme l'élément le plus dynamique, et donc perturbateur, des « harmonies économiques » capitalistes ; non seulement il connaît une expansion économique d'une extrême virulence, liée à une exploitation inouïe de la force de travail et à la productivité élevée due à la jeunesse retrouvée de l'appareil industriel reconstruit à partir des cendres du second conflit impérialiste, mais la fragilité des conditions dans lesquelles se développe sa production, en l'absence sur le territoire national des matières premières fondamentales, le pousse de nouveau inévitablement sur les chemins traditionnels du contrôle et de la domination de l'Asie, et du militarisme. Il est évidemment trop tôt pour avancer des hypothèses consistantes sur les alignements de forces qui s'ébauchent encore à peine sur la scène mondiale : il est cependant caractéristique que ce soit précisément sur ce secteur géographique que se fixent avec anxiété les regards des bourgeois eux-mêmes, en particulier aux Etats-Unis.

La seconde partie du rapport a cherché à faire un bilan, même sommaire et provisoire, de la conjoncture mondiale. Malgré tout, et même à travers des développements contradictoires, l'économie mondiale montre des signes de reprise, voire, dans les secteurs les plus importants, de « prospérité ». Dans la mesure où l'on peut attribuer une valeur probante à des déductions basées sur des données empiriques des 25 dernières années, on peut prévoir que, toutes choses égales par ailleurs, une nouvelle dépression devrait se produire aux environs de 1975 ; mais c'est précisément sur cette parité de conditions qu'il est permis d'avancer de sérieux doutes. Il est notable à ce propos que jusqu'à présent l'ouverture à l'Est, quoique très nette et sans aucun doute profitable pour certains pays

Dans un vaste tableau d'ensemble, le deuxième rapport a repris les travaux fondamentaux que le Parti a déjà consacrés à ce sujet dans la ligne des thèses classiques du marxisme — contenues tant dans les œuvres de Marx et d'Engels que dans celles de Lénine et dans les documents théoriques et programmatiques de la IIIe Internationale —, en les complétant pour la période la plus récente, connue sous le nom de « révolution culturelle ».

Le rapporteur a commencé par rappeler quelques données physiques indispensables pour comprendre les caractères persistants de l'histoire millénaire de la Chine : l'appartenance de cet immense territoire au vaste ensemble de pays dont la production et la vie sociale ont toujours été intimement liées à l'utilisation et au contrôle des grands fleuves, caractéristique qui explique l'existence durable d'Etats centralisés, préposés aux grands travaux hydrauliques et à la réglementation du régime des artères fluviales (« mode de production asiatique » ; « despotisme oriental ») ; la présence d'une immense chaîne de montagnes qui a protégé la Chine, du moins en partie, de l'invasion fréquente des populations étrangères, et a favorisé la persistance d'une civilisation et d'une souche ethnique plutôt homogènes ; la rareté relative des terres cultivables par rapport à la superficie totale, qui explique la longue série de révoltes paysannes visant à l'acquisition et au partage de la terre dans les régions les plus fertiles et donc les plus peuplées ; enfin, un ensemble de facteurs climatiques, qui font des régions côtières et des plaines fluviales un réservoir important de ressources agricoles. Comme en Inde (aire géo-historique à laquelle a été consacré un des rapports de la précédente réunion générale), le mode de production et sa superstructure étatique ont montré en Chine une extraordinaire stabilité, non seulement à travers les siècles, mais même à travers les millénaires ; mais, alors qu'en Inde le mode de production asiatique était fondé sur des villages auto-suffisants, en Chine il se caractérisa de plus en plus comme un ensemble d'unités familiales au sens large, pratiquant à la fois l'agriculture et la petite industrie domestique, et assujetties, comme le village indien, au réseau conjonctif d'un Etat central jouant un rôle éminemment économique.

L'histoire de la Chine est également caractérisée par l'existence, depuis les temps les plus reculés, d'une extrême fragmentation du sol et d'une gestion individuelle-familiale de l'économie agricole parcellaire, et par l'absence dans la période classique d'une classe féodale au sens strict du terme. Lorsque le capitalisme occidental, et avant tout sa tête de file britannique, força l'isolement millénaire de la Chine en ouvrant avec les canonières, l'opium, et les inévitables missionnaires, les ports qui devaient devenir au cours du dernier siècle et demi les grands centres d'irradiation aussi bien du commerce avec l'intérieur que d'un embryon de capitalisme, la structure économique-sociale, jusqu'alors restée intacte, malgré les très violentes et chroniques révoltes paysannes, vola en

éclats. Dans le sillage de la pénétration impérialiste, une couche locale d'usuriers, de perceurs d'impôts et de marchands put alors renforcer ses propres positions, formant ce qu'on désigne communément par l'expression de bourgeoisie compradore et servant d'intermédiaire dans les échanges entre la Chine et les puissances impérialistes ainsi qu'entre la ville et la campagne — une couche parasitaire avide, servile à l'égard des « étrangers », et par là même aussi impitoyable dans la répression des mouvements sociaux de la paysannerie et, plus tard, du prolétariat naissant.

En rappelant les étapes essentielles et les développements contradictoires de l'histoire chinoise, le rapport a fait ressortir les racines matérielles de la superficialité et de la lâcheté des premiers mouvements nationaux bourgeois, bien exprimées par le parti de Sun Yat-sen, le Kuomintang. Ce dernier s'est en effet caractérisé par son programme « girondin » au plein sens du terme, et par son impuissance pratique dans toute la période qui va de la soi-disant révolution de 1911 jusqu'aux années 1923-24, c'est-à-dire jusqu'au moment où l'apport décisif du Parti Communiste chinois, né sur des bases incertaines et éclectiques dans l'immédiat après-guerre, et l'Internationale Communiste, déjà engagée sur la pente qui devait la mener à la contre-révolution stalinienne, contribuèrent à lui donner plus d'ampleur, dans le sens d'une certaine radicalisation de ses objectifs politiques et sociaux démocratiques, et plus de solidité du point de vue organisationnel, et militaire en particulier. Les années cruciales 1925-1927 confirmèrent tragiquement que l'abandon des postulats fondamentaux contenus dans les Thèses du IIe Congrès de l'Internationale Communiste et du Congrès des Peuples d'Orient à Bakou (1920) — postulats qui étaient eux-mêmes la synthèse de la classique conception marxiste de la révolution double, réaffirmée par Lénine dès 1905 — impliquait nécessairement, non seulement la fatale soumission du puissant mouvement paysan et prolétarien à la timide et lâche bourgeoisie « nationale », mais l'impossibilité de mener à bien ne serait-ce que les

PERMANENCES DU PARTI

- A PARIS : 20, rue Jean-Bouton (12^e) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.
- A MARSEILLE : Le samedi, de 14 h 30 à 17 h 30, au siège du « Proletaire », 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

CE QUE SONT LES « AMIS » DES PEUPLES COLONIAUX

« Décidé unilatéralement, le retrait de Madagascar de la zone franc n'affecterait pas les accords militaires et économiques », titre en bonne place Le Monde du 24-5-73, rassurant ainsi la petite-bourgeoisie démocratique, un des piliers sociaux de l'impérialisme.

Pour L'Humanité du 23-5-73 « Force est de constater que les négociateurs français, par leur intransigeance et leur manque d'adaptation aux réalités nouvelles de l'Afrique, de ses exigences de souveraineté réelle, avaient abouti à la rupture avec la Mauritanie. Aujourd'hui, c'est Madagascar qui sort de la zone franc. Demain vont commencer d'autres négociations avec le Congo Brazzaville et les autres pays qui remettent en cause les accords néo-coloniaux de 1960. Les précédents sont de mauvais augure !!!

« Force est de constater » que le P.C.F., fort d'une tradition maintenant vieille de plus de 40 ans, suivant ainsi le « précédent » de la social-démocratie, ne lutte pas contre l'impérialisme, mais pour « l'adaptation » de l'impérialisme français aux conditions modernes de l'exploitation des peuples coloniaux. Il est vrai que les miettes retirées de cette exploitation par l'aristocratie ouvrière et son influence politique sur l'ensemble de la classe prolétarienne en dépendent !

Sur le chemin de l'émancipation du capitalisme, la lutte contre l'Etat impérialiste est inséparablement liée à la lutte contre les partis social-impérialistes !

Tactique et organisation sont inséparables des principes

(Le début de cet article a paru dans les nos 150 et 151 du « Proletaire ».)

L'essentiel de notre argumentation, dans les deux premières parties de cet article, visait à rétablir les bases théoriques de la critique de deux « erreurs » inverses l'une de l'autre mais convergentes, l'une délibérée, l'autre inconsciente mais tout aussi désastreuse pour le Parti révolutionnaire de classe. La première consiste à isoler l'organisation de l'ensemble organique des « catégories » qui définissent le parti (théorie, but final, principes, programme, tactique) et à en faire un absolu, un moyen valable et décisif en soi ; pour nous au contraire, l'organisation n'a de l'importance que parce que et dans la mesure où elle est le support nécessaire de l'action du parti dirigée par la doctrine et par le programme, ainsi que de la tactique liée aux principes — et elle ne pourrait ni ne devrait donc être sauvegardée si elle était mise au service de buts, de principes, de programmes, de théories adverses. La deuxième erreur consiste à croire qu'une fois ces catégories fondamentales établies de façon « fermée » et « définitive », l'organisation naît pour ainsi dire toute seule, sans loi propre, au hasard et au gré des circonstances : bref, sans obéir à des principes invariants et sans exiger de l'ensemble du parti le même rigoureux et inflexible travail de défense, de renforcement et d'affinement qu'exige chacune de ses « armes ».

La première « erreur » est en fait une trahison pure et simple. Cette trahison fut consommée par la social-démocratie lorsque celle-ci mit le « joyau » de son réseau organisationnel — non seulement politique, mais syndical et, en général, économique — au service de l'union

sacrée pendant la première guerre mondiale, en jouant sur l'orgueil et sur le fétichisme traditionnel envers des formes isolées de leur contenu et de leur objectif, et envers leur attrait et leur poids matériel. Elle fut consommée par le stalinisme naissant, lorsque celui-ci prétendit « bolchéviser » l'Internationale en se servant d'une organisation fortement centralisée comme d'un moyen caporaliste pour imposer des théories et des tactiques contre-révolutionnaires, et en réclamant le respect et la discipline envers cette organisation malgré tout, indépendamment de la direction vers laquelle il était traîtreusement en train de la diriger, et qui était opposée aux buts et aux principes sur lesquels l'Internationale elle-même avait été fondée en 1919-1920.

La deuxième erreur est plus subtile et, subjectivement, peut-être plus innocente, mais ses effets sont également néfastes. Elle introduit en effet dans cet ordre rigoureux et étroitement coordonné dans toutes ses parties qui constitue le bagage théorique et pratique fondamental du parti, dans ce système scientifique qui est la charpente de sa doctrine tout comme de sa pratique, un facteur d'indétermination, d'imprévu, de hasard, de « nouveauté » ; autrement dit, elle introduit précisément le facteur que le marxisme a exclu de sa vision du monde et de l'histoire, et cela justement dans le domaine qui est au contact le plus immédiat de la réalité, donc sous l'influence d'un milieu social ennemi, imprégné de préjugés (pour ne pas dire plus) savamment cultivés par la classe dominante. C'est, en substance, une capitulation devant le fétiche de la spontanéité insondable et indisciplinable, devant l'idéalisme de la « vitalité » et de l'action productrices de formes toujours diverses.

Organisation et principes

C'est une erreur qui s'alimente de l'illusion où l'on tombe fréquemment, qui consiste à prendre le juste refus des « codes » et des « statuts » avec des règles éternelles à la manière des lois gravées sur les Tables du Sinaï, pour un refus de principes fixes d'organisation, — principes qui pour nous sont au moins aussi fixes que ceux qui gouvernent l'action tactique du parti, pour la bonne raison qu'il s'agit des mêmes principes.

La centralisation est un principe, parce que la lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir politique central et l'exercice de la dictature sont un principe ; parce que, plus encore, le caractère général et non local ni contingent de la lutte révolutionnaire de classe, est un principe ; parce qu'enfin et surtout notre doctrine affirme que la classe est une classe, au-delà des vicissitudes qu'elle traverse dans l'espace et dans le temps, en tant qu'elle s'organise, c'est-à-dire se centralise, en parti politique. La discipline est un principe exactement pour les mêmes raisons.

C'est sur la base de principes irrévocables, qui ne peuvent faire l'objet ni de réexamens ni, à plus forte raison, de... consultations démocratiques, que Lénine détruit dans *Que faire ?* la vision « labouriste », « économiste », et menchévique du Parti, et donne une preuve éclatante de la soudure rigoureuse entre organisation, principes et théorie en rattachant son schéma d'un parti de « révolutionnaires professionnels » à la critique de la spontanéité et de l'ouvriérisme — qui revient d'ailleurs au trade-unionisme, c'est-à-dire au labou-risme, c'est-à-dire à la politique bourgeoise. C'est au nom de principes tout aussi fixes et irrévocables que la Gauche opposa à la réorganisation des sections de l'Internationale sur la base prétendument bolchévique — et en réalité antibolchévique — des cellules d'usine, la stabilité de la « forme » d'organisation territoriale, où se reflète (c'est un magnifique exemple du caractère indissociable de tous les maillons de la chaîne théorique — but final — programme — principes — tactique) et donc

Centralisme organique, oui, mais centralisme !

Notre centralisme n'est certes pas une forme vide, susceptible de se remplir de n'importe quel contenu : c'est le centralisme d'un organe dont les membres (théorie, but final, programme, principes, tactique) sont liés par des liens indissolubles et avancés tous, au sommet comme à la base, dans la même direction, celle du but révolutionnaire, malgré la diversité de leurs structures et de leurs fonctions ; le centre reçoit d'une part les impulsions de la périphérie, mais il les synthétise, et les repousse si c'est nécessaire pour l'intérêt général de l'organe-parti ; il émet d'autre part les ordres dont la périphérie a besoin, tout comme les fibrilles nerveuses et les plus délicats et minuscules vaisseaux sanguins ont besoin des ordres centraux, de la discipline globale émanant du cerveau et du cœur — organes techniques, sans doute, qu'il ne s'agit ni d'ériger en idoles ni de vénérer religieusement, mais qui n'en sont pas moins indispensables.

Le caractère organique de notre centralisme non seulement n'empêche pas qu'il s'agisse de centralisme, mais il est la condition de son efficacité maximum, il est un engagement à réduire au minimum les frictions qui gênent si souvent le mouvement unitaire de l'organisme-parti, de même que celui de l'organisme humain. Nous opposons le « centralisme organique » à cette contradiction dans les termes qu'est le « centralisme démocratique » — lequel, en raison de l'impossibilité de faire fonctionner de façon homogène les cellules consultées une par une dans le sanctuaire de leur « opinion », n'est que l'antichambre du centralisme à la Staline, du centralisme qui fait dire oui à toutes les volte-faces et à toutes les trahisons, et dans la meilleure des hypothèses à toutes les aneries pourvu qu'elles soient revêtues du tampon officiel. Mais le caractère non arbitraire et non stupidement caporaliste du « centralisme organique » n'exclut en rien, et implique au contraire,

car tel est le résultat auquel il tend et doit tendre, la structure pyramidale, hiérarchisée, verticale du parti, fidèle reflet du caractère centralisé de sa doctrine et de son action, et de la convergence de toutes les lignes de force de la classe vers la conquête centrale du pouvoir.

L'organisation du parti révolutionnaire de classe obéit, exactement comme sa tactique, à des principes spécifiques, c'est-à-dire à des principes fixes, quelles que soient les vicissitudes transitoires de normes « statutaires » que le parti n'a aucune raison d'éterniser, de même que la révolution et la dictature n'ont aucune raison de se reconnaître liées par des décrets. Pourquoi, sinon, aurions-nous réclamé qu'on interdise, dans toutes les sections de l'Internationale, l'admission ne serait-ce que de fractions d'organismes étrangers, nécessairement adaptés à des fonctions qui n'étaient et ne pouvaient être les nôtres, et qui les contraignaient à adopter une structure correspondant à leurs objectifs, à leurs principes, à leurs formules tactiques démocratiques, légalitaires, anti-révolutionnaires, antidictatoriales ? Un organisme est par définition un système articulé, mais centralisé, de lois de mouvement et de développement, et donc de principes. Après la fondation du Parti communiste d'Italie, nous avons revendiqué comme une des trois tâches fondamentales du Parti « dans tous les temps et dans toutes les situations » celle qui consiste à « assurer la continuité de l'organisation du parti et son efficacité, et la protéger des influences étrangères et opposées à l'intérêt révolutionnaire du prolétariat » (*Thèses de Lyon, I, 3*) au même titre que la défense des « postulats programmatiques fondamentaux, c'est-à-dire de la conscience théorique du parti » : nous affirmons ainsi que le parti se définit tout autant par sa structure organisationnelle et la continuité de celle-ci que par sa théorie, son programme et ses formes d'action, inséparables des principes.

Le parti, préfiguration de l'armée révolutionnaire du prolétariat et de son état-major

Précisément parce qu'il est et en tant qu'il est un organe de combat volontaire, qui lutte en outre pour la destruction de la dernière société de classe et pour l'instauration d'une société d'espèce, le parti révolutionnaire de classe développe en son sein la capacité d'intégrer les individus dans le corps unitaire de l'organe-parti. C'est pourquoi l'on peut dire que, sur une échelle très réduite et à travers mille contradictions provenant du fait évident qu'il n'est pas seulement un facteur mais aussi un produit de l'histoire, et qu'il vit et lutte au sein d'un milieu social qui est l'opposé de celui pour lequel il se bat, le parti préfigure la société future (de même, d'ailleurs, que dans ce sens extrêmement étroit toute association de solidarité non liée à des intérêts immédiats et personnels la préfigure aussi !). Mais ce n'est pas la tâche du parti, parce que ce n'est pas la raison de sa constitution ; si nous le pensions nous retomberions dans l'utopisme anarchiste ou... gramscien des chercheurs et des constructeurs de noyaux et d'embryons de communisme au sein même de la maudite société bourgeoise ; et, faute de les avoir trouvés dans les... conseils d'usine ou dans les communes, nous nous mettrions à rêver d'un parti de saints, de « premiers chrétiens » (comme Bakouline, justement, à l'époque de la I^{re} Internationale, et Gramsci aussitôt après le II^e congrès de la Troisième), d'apôtres en longues robes blanches chantant en

choeur les louanges de saint Marx et revendiquant ainsi l'entrée au Paradis. Nous oublierions qu'on arrive au but final du communisme de façon dialectique, en empoignant les principes de la révolution et de la dictature pour les retourner, mais sans pour autant modifier leur forme : autrement dit en utilisant la violence pour préparer le terrain à la fin de toute violence, la contrainte pour rendre possible l'absence de toute contrainte, l'Etat pour détruire l'Etat, la guerre de classe pour éliminer toutes les guerres, la hiérarchie de l'organisation pour enterrer toute hiérarchie non technique, et même les capacités liées à la perfide division du travail capitaliste pour détruire la division sociale du travail. Par nature et par vocation, le parti est incontestablement — mais sans plus — la préfiguration, ou mieux, la préparation de l'armée révolutionnaire du prolétariat et de son état-major : il l'est en doctrine, et il ne peut pas ne pas l'être dans son organisation spécifique. C'est là sa tâche, c'est là sa nature, parce que c'est là l'expression de son obéissance aux principes. Ce n'est pas un hasard si ce sont justement les anti-autoritaires, les ennemis de toute organisation et de toute dictature, qui, il y a cent ans, caressaient le rêve d'être une sorte de « premiers chrétiens » préfigurant ici et maintenant le communisme de demain : c'était la condition pour pouvoir jeter l'organe-parti à la ferraille ! Ce n'est pas non plus un hasard si c'est l'auteur du fameux article *De l'autorité*, Friedrich Engels, qui détruisit ce mythe bâtarde qui, sous le prétexte de « préfigurer le communisme », réduisit l'armée révolutionnaire à une assemblée bêlante de candidats au Paradis, prêts à tendre l'autre joue pour que la « cité future » soit réalisée ici-bas et dès maintenant. Les jeunes militants devraient gra-

ver pour toujours dans leur mémoire les paroles d'Engels :

« Une association ouvrière qui a inscrit sur ses drapeaux avant tout la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière, devrait avoir à sa tête non pas un comité exécutif, mais un simple bureau de statistique et de correspondance ! En fait, pour Bakouline et Cie, la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière n'est qu'un simple prétexte ; le but véritable qu'ils poursuivent est d'une toute autre nature :

« La société future ne doit être rien autre chose que l'universalisation de l'organisation que l'Internationale se sera donnée. Nous devons donc avoir soin de rapprocher le plus possible cette organisation de notre idéal (...). L'Internationale, embryon de la future société humaine, est tenue d'être, dès maintenant, l'image fidèle de nos principes de liberté et de fédération, et de rejeter de son sein tout principe tendant à l'autorité, à la dictature. »

« Nous autres Allemands, nous nous sommes faits une mauvaise réputation avec notre mysticisme, mais nous sommes bien loin d'égaliser le mysticisme qui s'exprime dans ce document. L'Internationale conçue comme le modèle de la société future, où il n'y aura plus de fusillades de Versailles, plus de cours martiales, plus d'armées de conscription, plus de violations du secret de la correspondance, plus de tribunaux comme celui de Brunswick ! En ce moment même où nous devons nous battre avec les pieds et avec les mains pour sauver notre peau, le prolétariat devrait s'organiser non pas d'après les nécessités de la lutte qui lui est imposée chaque jour et à chaque heure, mais d'après les représentations que quelques visionnaires se font d'une vague société future ! Essayons d'imaginer quel aspect aurait notre organisation allemande si elle était construite d'après ce modèle. Au lieu de nous battre contre les gouvernements et contre la bourgeoisie, nous méditerions pour savoir si chaque article de nos statuts, chaque résolution de nos congrès est effectivement l'image fidèle de la société future. A la place de notre comité exécutif, nous aurions un simple bureau de statistique et de correspondance, confronté à des sections autonomes, et autonomes au point de ne pas même pouvoir reconnaître l'autorité dirigeante née de leur propre consentement ; ce faisant elles contreviendraient en effet à leur premier devoir : être une image fidèle de la société future ! D'union des forces, d'action commune, il ne serait même plus question. Si dans chaque section la minorité se soumet à la majorité, elle commet un crime contre le principe de la liberté et elle reconnaît un principe tendant à l'autorité et à la dictature ! Si Stieber et Cie, si tout le Cabinet Noir, si tous les officiers prussiens recevaient l'ordre d'entrer dans l'organisation social-démocrate pour la détruire, le comité, ou plutôt le bureau de statistique et de correspondance, ne devrait en aucun cas l'en empêcher, car cela signifierait instituer une organisation hiérarchisée et autoritaire ! Et pour l'amour du ciel, surtout pas de sections disciplinées ! Surtout pas de discipline de parti, surtout pas de centralisation des forces, surtout pas d'armes de lutte ! Sinon que deviendrait le modèle de la société future ? Bref, où nous mènerait cette nouvelle organisation ? A l'organisation lâche et rampante des premiers chrétiens, de ces esclaves qui recevaient tous les coups de pied avec des remerciements et qui, à vrai dire, ont assuré la victoire de leur religion au bout de trois cents ans, à force de ramper — une méthode de révolution que le prolétariat n'imitera jamais ! Tout comme les premiers chrétiens prenaient leur paradis imaginaire comme modèle de leur organisation, nous aussi nous devrions prendre pour modèle le futur paradis social de Monsieur Bakouline et, au lieu de combattre, nous devrions prier et espérer. »

Le parti est né, non pas pour « prier et espérer », mais pour combattre et vaincre !

(à suivre)

« compagnons de route » appartenant à une classe destinée à incarner le futur.

(2) Centralisme à Cromwell et à Robespierre, ces derniers ont employé la centralisation dictatoriale et la terreur en un sens contre-révolutionnaire, après nous en avoir arraché le secret à nous, qui n'avions pas pu les utiliser à temps !

RÉUNION GÉNÉRALE DU PARTI

(Suite de la page 2)

d'avoir réalisé l'unification nationale, et donc la restauration d'un Etat unitaire centralisé. Mais on chercherait en vain dans son œuvre, en plus de vingt ans de gouvernement, ne serait-ce qu'une première ébauche de réforme agraire. En effet, sans même parler des timides mesures prises dans la phase des « républiques soviétiques », puis de la « longue marche » — mesures qui n'ont jamais eu aucune incidence sur la nature des rapports de production et même de propriété —, on ne peut qualifier de réforme agraire les expériences de la période postérieure à la prise du pouvoir et à la proclamation de la République Populaire : partage partiel des terres, formation de coopératives faussement baptisée « collectivisation », « communes » agricoles et « grands bonds en avant » (... et en arrière). Au cours de ce processus tourmenté, la Chine a entrepris — une fois atteint l'objectif de l'unification nationale — de jeter les bases, encore fragiles, de l'accumulation capitaliste primitive : elle l'a fait et continue de le faire avec tous les retards, les hésitations et les insuffisances qui tiennent à un milieu historique arriéré et à un isolement que les conflits avec l'Etat-« frère » de l'URSS ont aggravé précisément au moment le plus critique.

La « révolution culturelle », qui a rempli d'un tel enthousiasme les pseudo-marxistes fascinés par les mythes de la spontanéité des masses et du « socialisme dans un seul pays », a été en fait une tentative suprême et désespérée de mobiliser toutes les forces et toutes les ressources, humaines et matérielles, du pays, pour les mettre au service de l'industrialisation capitaliste.

Le petit livre des « pensées de Mao » n'a pas été autre chose d'une édition sous couverture rouge du code de bonne conduite du producteur paysan et prolétaire, ce que fut jadis la Bible chez les puritains d'Occident, et ce que les jeunes pays arabes voudraient avoir dans le Coran : quelque chose d'intermédiaire entre le code du travail et le règlement de police, dans la meilleure tradition confucéenne. L'ouverture aux USA et donc au marché mondial, qui scandalise les pieux adorateurs de la défunte « révolution culturelle », n'est que l'aboutissement logique de cette dernière, la recon-

HISTOIRE DE LA GAUCHE COMMUNISTE

Comme nous le disions au début de ce compte rendu, le troisième rapport a dû se contenter, par la force des choses, d'essayer certains des thèmes qui devront être développés dans la suite de notre *Histoire de la Gauche Communiste*, mais dont nous nous proposons d'exposer certains points préliminaires dans une série d'articles à publier et dans le journal et dans notre revue théorique internationale. Nous indiquerons simplement ici que, sur la base du matériel déjà rassemblé sur les six mois précédant le Congrès de Livourne, le rapport s'est efforcé de mettre en lumière les points de convergence qui relient, à l'échelle internationale, le maximalisme italien (et même le réformisme à la Turati-Modigliani) au centrisme dans sa variante « indépendante » (USPD) en Allemagne et dans ses ramifications au sein même du Parti Communiste Unifié d'Allemagne (VKPD), avec toutes les conséquences funestes

naissance à la fois de ses conquêtes limitées et de ses lacunes permanentes dans le cadre d'une « auto-suffisance » forcée.

Comme nous l'avons cent fois répété, il ne s'agit pas pour les marxistes de méconnaître le caractère révolutionnaire, quoique incomplet, des événements des vingt-cinq dernières années en Chine. Il s'agit de dénoncer la mystification qui voudrait faire passer pour « construction du socialisme » la pénible édification d'un capitalisme national, et désigner ce processus non seulement aux masses paysannes mais aux prolétaires du monde entier comme une nouvelle voie — et même comme la seule voie possible aujourd'hui — pour mettre fin au règne du travail salarié et du capital.

que cette convergence malheureuse eut sur le sort de l'Internationale Communiste et de la dictature prolétarienne en Russie. *Fatalisme « révolutionnaire », suivisme, conciliationnisme, incapacité de rompre irrévocablement avec les traditions de la IIe Internationale, défaitisme masqué en horreur du « putsch », légalisme financier et donc imperméabilité à la conception bolchévique, c'est-à-dire marxiste, du parti :* ces constantes, et d'autres encore, méritent d'être mises en lumière et sévèrement dénoncées — non par scrupule de fidélité historique et encore moins pour nous ériger trop facilement en juges posthumes, mais parce qu'il s'agit d'une exigence vitale de la formation du parti révolutionnaire de classe — tout autant que les positions prétendument « de gauche » qui ont été prises par réaction à des attitudes politiques de ce genre, mais qui en réalité dérivent fondamentalement de la même matrice immédiatiste.

TERREUR BLANCHE AU LIBAN

(Suite de la page 1)

Le Moyen-Orient et la Révolution mondiale

Les réfugiés palestiniens ont la force des *sans réserve*, qui n'ont à perdre que les chaînes de l'oppression et de l'exploitation, et — se trouvant au point de jonction de la grande masse des fellahs avec le prolétariat naissant — renferment une *haute charge explosive* que toutes les forces de la conservation politique et sociale ont toujours tenté de désamorcer, ou de noyer dans le sang comme récemment au Liban.

Or, en faisant de la lutte contre l'impérialisme et l'Etat sioniste une pure question *militaire*, en la coupant de la nécessité historique de l'affrontement des masses exploitées arabes avec leurs classes dominantes, les organisations de la résistance palestinienne concourent à *désarmer* et à trahir ce potentiel révolutionnaire.

Car la guerre révolutionnaire ne peut être que le prolonge-

ment d'une *révolution*, et la vraie guerre sainte des masses exploitées du Moyen-Orient contre l'impérialisme et l'Etat sioniste sera le *prolongement* d'une lutte révolutionnaire qui verra le prolétariat et les semi-prolétaires des villes et des campagnes soulever et entraîner les masses des fellahs contre les classes dominantes arabes et israéliennes, défiant du même coup la domination du capitalisme international.

Il incombe au prolétariat des métropoles impérialistes (dont le prolétariat d'Israël n'est qu'un prolongement) de remplir sa tâche historique en paralysant, avant de les détruire, ces centres nerveux de la conservation et de l'exploitation dans le monde entier. La condition nécessaire à la victoire de ces luttes convergentes est la reconstitution du Parti Communiste Mondial.

SOUSCRIPTION PERMANENTE 1973

Listes nos 5 et 6

J.P., 50 ; Larbi, 15 ; D. et D., 80 ; Etolle, 50 ; Pour les œuvres, 4 ; François, 110 ; Local, 8,60 ; Christian, 26 ; R. et R., 40 ; Cavallion, 70 ; Lakdar, soutien, 100 ; André local, 5 ; Piccino pour la presse, 100 ; J.Paul, 30 ; Anney, 101 ; La Clotat, 20 ; D. et D., 70 ; Christian, 26 ; Berlin, 850 ; Paris mars, 1.678,80 ; R. et R., 40 ; Giulio, 50 ; Piccino, 100 ; François, 170 ; Genève et Strasbourg, 1.998 ; Anney, 110 ; Apro Linarès, 50 ; Etolle, 100 ; Canada, 50 ; Paris avril, 1.805,10 ; Souscription exceptionnelle, 2.575,85 ; Total listes nos 5 et 6 10.483,35 F ; Total précédent 12.344,60 F

Total général 22.827,95 F

STORIA DELLA SINISTRA COMUNISTA 1912-1919 : dalle origini, attraverso il primo conflitto imperialistico, all'immediato dopoguerra (420 p., 30 F).

STORIA DELLA SINISTRA COMUNISTA 1919-1920 : dal congresso di Bologna del PSI al secondo congresso dell'Internazionale comunista (740 p., 40 F).

Commandes au « Prolétaire ».

PUBLICATIONS INTERNATIONALES :

LES DEUX PREMIERS VOLUMES

DE L' « HISTOIRE DE LA GAUCHE COMMUNISTE »

Il y a respectivement huit et six ans, paraissaient en Italie les volumes I et I bis de notre *Storia della Sinistra comunista (1912-1919)*. Nous annonçons aujourd'hui leur réédition en un seul volume, ainsi que la parution du deuxième volume (1919-1920), dont deux chapitres sont en cours de publication dans les nos 58, 59, 60 de notre revue théorique internationale *Programme Communiste* sous le titre *La Gauche marxiste d'Italie et le mouvement communiste international* et : *le II^e Congrès de l'Internationale communiste : un sommet et une croisée des chemins*.

Partant des origines du mouvement ouvrier international, le premier volume retrace et illustre d'une abondante documentation la genèse et la lutte d'un courant que les historiens appellent stupidement la « gauche italienne », mais qui se rattache en fait tout simplement à la ligne continue qui relie Marx, Engels et la lutte de Lénine et des bolchéviks pour la restauration du marxisme. S'affirmant dans les années qui précèdent immédiatement la première guerre mondiale, ce courant s'est forgé et préparé à ses tâches révolutionnaires dans un long et tenace combat théorique et pratique, mené aussi bien contre l'opportuniste réformiste de la II^e Internationale (droite social-chauvine et centre pacifiste) et « révolutionnaire en paroles » que contre les divers rejets « modernes » du vieil ennemi anarchiste. Pendant la première guerre mondiale, il a défendu exactement les mêmes positions que la Gauche de Zimmerwald (défaitisme révolutionnaire, transformation de la guerre impérialiste en guerre civile), puis il s'est aligné sans réserves sur le front de l'Octobre rouge dans son appréciation de la révolution bolchevique et dans l'affirmation de ses enseignements *mondiaux*, tant sur le plan de la préparation que sur celui de la réalisation de la prise du pouvoir par la violence.

Le deuxième volume reprend l'histoire interrompue en 1919 pour

évoquer les deux « années rouges » où le prolétariat international a fait trembler le monde bourgeois et où notre courant s'est battu, aux côtés des bolchéviks et dans une totale convergence avec eux dans les principes qui régissent tous les domaines d'action du parti, tout en revendiquant sur le plan tactique un durcissement, dans le sens d'une plus grande rigueur dans l'application des acquis fondamentaux du bolchévisme, pour que se constitue sur des bases de granit l'Internationale communiste dont la Gauche dirigera pendant deux ans la section italienne, ce parti né à Livourne en 1921, et qu'elle avait été la seule, en Italie, à préparer et à vouloir de toutes ses forces. Annonçant les volumes suivants, il montre aussi comment le retard des conditions « subjectives » en Occident a condamné le parti bolchevique à une tragique solitude et comment le coup d'arrêt de la révolution mondiale à partir du milieu de 1920 devait rendre vain le gigantesque effort des bolchéviks pour encadrer sous leur direction puissante les forces imparfaites du mouvement communiste international.

Comme toujours lorsque nous nous tournons vers le passé, il s'agit pour nous non pas d'accuser, moins encore de nous glorifier de « grands hommes » vivants ou morts, mais de préparer, avec les leçons de la révolution et surtout de la contre-révolution, les forces d'un avenir moins décevant. Même l'« histoire » est pour nous une arme de lutte : elle est ce « pont sur le temps » qui seul peut transmettre aux générations prolétariennes futures le fil qui leur permettra de ne pas perdre leur chemin et de transformer les défaites en victoires.

directeur-gérant

F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »

232, r. de Charenton, Paris-12^e

distribué par les N.M.P.P.

VIE DU PARTI

REUNION PUBLIQUE A PARIS : « BOURGEOISIE, SOCIAL-IMPERIALISME ET IMMIGRATION »

Une réunion sur ce thème (traité dans un article du *Prolétaire* n° 151) s'est tenue à Paris le 18 mai 1973. L'exposé a souligné deux points essentiels :

1) L'immigration n'est pas un problème original réclamant une solution spécifique par des réformes au sein de la société capitaliste. Contre tous les courants qui en font un problème « particulier », l'exposé a montré en citant des textes de Marx, Engels, Lénine, et en rappelant les données historiques de la question, que pour les marxistes, la condition d'immigré n'est pas une caractéristique essentielle et discriminante au regard de la lutte des classes, mais la forme que prend un phénomène fondamental de la production capitaliste, illustrant ses lois permanentes. Etre immigré signifie la même chose qu'être méridional en Italie, noir aux U.S.A., Irlandais dans l'Angleterre industrielle du XIX^e siècle, rural prolétarisé dans tous les pays en cours de développement capitaliste. C'est constituer la couche la plus exploitée du prolétariat, indispensable aujourd'hui comme hier, comme force productive et comme armée de réserve, au fonctionnement du capitalisme, qui exige à la fois une consommation toujours accrue de force de travail et le chômage d'une partie de cette force.

L'élargissement par-dessus les frontières nationales et à l'échelle mondiale du phénomène de la vente de la force de travail confirme la thèse marxiste de la misère et de l'insécurité croissantes qu'entraîne le développement du capitalisme. L'immigration donne à la bourgeoisie des pays exploités de main-d'œuvre, avec la complicité des bourgeoisies exportatrices, y compris dans les pays dits « socialistes », des moyens accrus, mais classiques, de faire pression — en jouant sur la peur de l'expulsion, l'ignorance de la langue, la situation « illégale » créée par le capi-

talisme lui-même, l'absence d'organisation — sur une large catégorie ouvrière, et par là-même sur l'ensemble de la classe ouvrière. Mais, en même temps, l'immigration amplifie les contradictions du capitalisme, fait entrer de force les masses d'ouvriers qu'elle surexploite dans le tourbillon du capital mondial : c'est pourquoi, contre le défaitisme de la lamentation humanitaire, on a rappelé, comme Lénine l'avait fait en 1913 dans un article sur *Le capitalisme et l'immigration des ouvriers*, que « seuls les réactionnaires peuvent se boucher les yeux devant la signification progressive de cette moderne migration des peuples ».

2) Alors que l'analyse marxiste montre l'identité des intérêts historiques des prolétariats « européens » et du prolétariat immigré, alors que les luttes des ouvriers immigrés en Allemagne, en Suisse, en France, dans les dix dernières années, se placent spontanément sur le terrain des intérêts communs de la classe, le P.C., la C.G.T., la C.F.D.T. — et plus généralement, l'opportuniste mondial — défendent, sous la phrase internationaliste et humanitaire, le même programme de soi-disant « rationalisation de l'immigration » et d'« adaptation de la main-d'œuvre aux besoins réels » de l'économie nationale, que celui de la bourgeoisie. Les piliers de ce programme sont : la défense de l'intérêt national — l'appel à l'Etat du capital pour résoudre pacifiquement et dans les limites d'un seul pays les contradictions du capital — le sacrifice des intérêts immédiats des couches prolétariennes les plus défavorisées et des intérêts historiques du prolétariat dans son ensemble à la défense des privilèges de l'aristocratie ouvrière des grands impérialismes occidentaux. Ainsi, il n'y a pas de lutte conséquente contre la bourgeoisie qui ne doive s'accompagner d'une démarcation complète — politique, organisa-

tionnelle, tactique — avec l'opportuniste, telle qu'elle a été menée dès l'origine par Marx et Engels contre Proudhon, par Lénine contre le social-chauvinisme et le social-impérialisme dans la Deuxième Internationale, et enfin par la Troisième Internationale dans ses deux premiers congrès.

On n'a donné dans l'exposé que les grandes lignes de la critique des positions des divers groupes qui essaient d'encadrer les luttes des immigrés, en particulier contre la circulaire Fontanet. Cette critique découle des positions rappelées plus haut : l'unification des luttes ouvrières, en particulier des luttes des immigrés avec celles de tout le prolétariat, passe par la lutte contre l'opportuniste. Or, quand ils ne se contentent pas de répondre au chauvinisme de l'opportuniste par un particularisme et un nationalisme retournés (« gardons à chaque lutte ses traits originaux » : les noirs, les jaunes, les bretons, les femmes, les jeunes doivent rester « entre eux » au nom de la démocratie qui veut que chacun « autogère ses propres luttes »), qui aboutissent exactement à la même division de la classe, ces groupes ne cessent de jeter d'une façon ou d'une autre des ponts vers l'opportuniste : dans leurs programmes, démocratiques, bornés au « socialisme dans un seul pays », comme dans leurs mots d'ordre (défense de la liberté d'expression, lutte pour les droits de l'homme et non lutte de classe), ou dans leur tactique (comités de lutte interclassistes, appel à la bonne volonté de la « population », etc...). Par leur immédiatisme, leur soi-disant apolitisme, les illusions démocratiques qu'ils répandent, leur étroitesse nationaliste, volontaire ou non, ces groupes ramènent en définitive les forces saines de la classe ouvrière sous le joug politique de l'opportuniste. Ils sont un des obstacles à la constitution de l'armée mondiale du prolétariat.

PROCHAINE REUNION PUBLIQUE A PARIS

La prochaine réunion publique à Paris aura lieu le vendredi 29 juin salle Lancry, et portera sur le thème : « De Kautsky aux gauchistes : nature et fonction du centrisme ».